

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

Vigilance sur la Loi Handicap

- Actualité - Local -

Date de mise en ligne : dimanche 11 septembre 2005



Nice Premium



L'APF (Association des Paralysés de France) organisait le 8 septembre une mobilisation nationale. L'objectif est simple : montrer au gouvernement que l'APF est vigilante sur les décrets d'application de la Loi Handicap du 11 février dernier.

A Paris, un rassemblement s'est déroulé devant le ministère de la santé. A Nice, les militants de l'APF se sont retrouvés au siège de la délégation départementale de l'APF, en présence de parlementaires locaux (Jacques Peyrat, Lionel Lucas, André Bony représentant Rudy Salles, Muriel Marland-Militello, Jérôme Rivière). Denis Taccini, délégué départemental de l'APF, mène un débat instructif et constructif entre les militants et les élus. Le slogan « Loi Handicap : Attention ça dérape » comme cri d'alarme avec la crainte de voir restreintes les principes de cette loi. En effet, celle-ci, après de longs et fructueux débats aux parlements, prévoyait de réelles avancées : la concrétisation du droit à la compensation pour toute personne en situation de handicap avec une prestation de compensation prenant en compte les projets individuels de chacun ainsi qu'un délai maximum de dix ans pour rendre accessibles les bâtiments recevant du public.

Sept mois plus tard, l'incertitude a pris le pas sur la satisfaction. Les prestations de compensations risquent de se heurter à la lenteur administrative et ne répondront pas aux besoins de chacun avec la mise en place de forfait. Quant à l'accessibilité des bâtiments, certains parviendront à obtenir des dérogations pour retarder les travaux.



Le message de ce rassemblement est passé auprès des élus locaux qui seront vigilants au Palais Bourbon et au Palais du Luxembourg. Liberté, Egalité, Fraternité n'est pas un hymne adapté à la vie d'une personne handicapée. Pas libre de pouvoir se rendre chez un ami qui habite au troisième étage parce que l'immeuble n'a pas d'ascenseur. Que signifie le mot Fraternité lorsque les places de parking réservées aux handicapés sont régulièrement occupées ? Le gouvernement n'a pas le budget pour satisfaire toutes les requêtes de tous les citoyens. Il fait des arbitrages afin de faire des économies. Le social coûte de l'argent et n'en rapporte pas. Est-ce une raison pour restreindre par des décrets d'application les avancées d'une loi ?

Etre handicapé est déjà un combat au quotidien. Un combat supplémentaire leur a été ajouté par le gouvernement...
Vigilance pour ne pas que ça dérape.

Vincent Trinquat